

Suivi Hebdomadaire

Perspectives Économiques et Financières

05 octobre 2020

Rédacteurs

Gestion

Recherche Economique

Ce que nous voulions vous dire à Patrimonia

Sommaire

Suivi des marchés p2
 Marchés obligataires
 Marchés actions

Suivi macroéconomique p3
 Etats-Unis
 Europe
 Asie

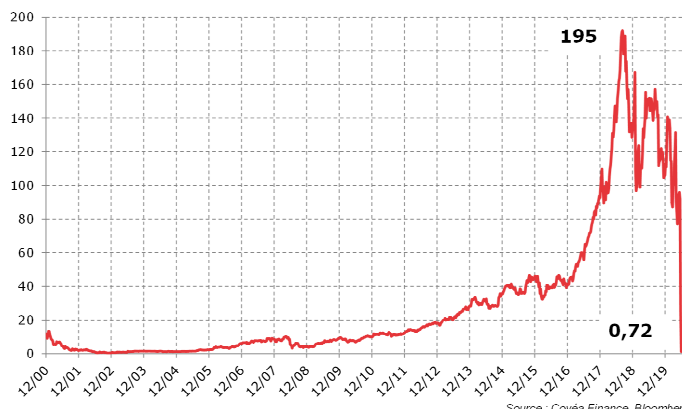
L'entreprise allemande Wirecard figurait il y a quelques mois encore parmi les principaux fournisseurs mondiaux de solutions et services pour le traitement des paiements électroniques... Concrètement, elle garantissait des règlements de transactions effectuées en ligne, encaissant au passage une prime de risque. Entre 2016 et 2018, son chiffre d'affaires a doublé, et début 2019 sa capitalisation tutoyait celle de la Deutsche Bank. Aujourd'hui, entre maquillages des comptes et négligences supposées des gendarmes de la Bourse, cette ancienne star du DAX est en liquidation, une partie de son management aurait trouvé refuge à l'étranger, et toutes les parties prenantes de la société (clients, fournisseurs, salariés, investisseurs) font les frais de ce scandale financier et boursier. A l'origine de « l'affaire » Wirecard, un projet de rapprochement initié par son dirigeant, M. Markus Braun, avec la Deutsche Bank, courant 2019. KPMG, chargé d'auditer les comptes, révèle que certains actifs et recettes auraient été gonflés, et évoque des malversations comptables en Asie. Eléments qui se retrouvent rapidement dans la presse britannique. Le cours de bourse s'effondre une première fois, le marché s'interroge et se tourne vers la société EY qui audite ses comptes. Une enquête est ouverte, dont les résultats ne seront connus qu'en juillet 2020 où tout s'accélère, avec notamment l'incarcération du PDG et de deux anciens directeurs du groupe, la mise en faillite de la société, et un scandale qui éclabousse jusqu'à la classe politique allemande.

S'il serait présomptueux de dire que cette affaire était prévisible, force est de constater que les marchés ont ignoré un certain nombre de signaux et alertes, peut-être confortés par le fait que l'auditeur, jusqu'en 2019, avait toujours certifié les comptes sans réserve... Covéa Finance, soucieuse de la bonne gouvernance des sociétés dans lesquelles elle investit, préconise une rotation des commissaires aux comptes (10 ans maximum) et se donne les moyens de suivre les controverses pouvant les affecter. En février 2019, nous avons signalé un manque de spécialisation des membres du conseil de surveillance dont le nombre de membres était trop faible ainsi que l'absence de comité d'audit dédié...

Le sujet que nous voulions partager à Patrimonia, où nous étions, est cet équilibre à conserver dans le cadre de l'analyse extra financière entre l'environnemental, le social et la gouvernance. Les alertes sur cette dernière sont bien souvent annonciatrices de trajectoire boursière dramatique bien que moins médiatique que celles sur le climat. Mais nous aurons sûrement l'occasion d'en reparler avec d'autres exemples navrants !

Focus de la semaine

Wirecard



« Cet équilibre à conserver dans l'analyse extra-financière »

Suivi des Marchés

Obligataires

Sur la semaine, les rendements sont en légère hausse aux Etats-Unis à 0,69% sur le 10 ans et en légère baisse en Europe à -0,26% pour la France 10 ans. Aux Etats-Unis, une repentification de la courbe des taux 2-5-10-30 continue de se dessiner malgré un contexte économique incertain. En Zone Euro, les interventions répétées de Christine Lagarde tant sur sa politique monétaire que sur son objectif d'inflation, ainsi que le prochain lancement du nouveau programme d'émissions obligataires (SURE) de l'Union Européenne favorisent un mouvement de resserrement des taux d'intérêt en zone euro. L'Italie affiche ainsi une baisse du taux à 10 ans de 10 pb à 0,79%. Enfin, au Royaume Uni, les échanges avec l'UE sur le Brexit font remonter les taux, +6 pb sur la semaine à 0,25% sur le 10 ans. Le marché du crédit reste bien orienté avec un marché primaire un peu moins actif cette semaine et une BCE toujours acheteuse.

Actions

Les marchés actions européens s'apprécient de 2,1% sur la semaine ce qui porte à -13,4% leur repli depuis le début de l'année (indice MSCI EMU, Union Economique et Monétaire européenne). Les seuls secteurs en hausse depuis le début 2020 restent ceux des Services aux collectivités (+2,4%) et de la Technologie (+6,1%). En ce qui concerne les performances des valeurs, ACS signe la plus forte hausse hebdomadaire (+23,3%) suite à l'offre de Vinci sur une partie de ses actifs. A l'opposé, Bayer est en repli de 16% dans le prolongement de son avertissement sur les résultats. Depuis le début de l'année, Adyen, le leader européen des plateformes de paiement, signe la meilleure performance annuelle (+119,2%). En ce qui concerne les performances européennes par pays, les indices pays du Nord de l'Europe restent en tête de classement, et en particulier le Danemark (20,7% depuis le début de l'année).

Aux Etats Unis le S&P 500 progresse de 1,5% dans une semaine toutefois marquée par une certaine nervosité. Si les espoirs d'un plan de relance ont soutenu le marché en début de période, les incertitudes sanitaires et la perspective de perturbations des élections présidentielles, notamment après l'annonce de la contamination du président, ont nuancé cet optimisme. Dans ce contexte, les secteurs les plus en retard depuis le début de l'année tels que l'immobilier et les financières ont surperformé de même que les services aux collectivités, ce secteur ayant été notamment marqué cette semaine par les velléités de Nextera sur Duke Energy qui ferait potentiellement du nouvel ensemble un géant de la fourniture d'énergie aux Etats-Unis. A l'inverse, la technologie et les services de communication sous performant, les géants du numérique continuant notamment de subir les effets de la correction observée depuis septembre. A ce sujet et alors que les Etats Unis et la Chine maintiennent des postures de nature à attiser les tensions diplomatiques et commerciales, les sociétés de semi-conducteurs américaines seront désormais tenues d'obtenir une licence spécifique afin de pouvoir commercer avec le champion technologique chinois SMIC, ce dernier étant soupçonné d'utiliser des technologies américaines à des fins militaires. De son côté, le gouvernement chinois prépare une enquête antitrust à l'encontre de Google visant l'abus de position dominante potentielle du système Android. Enfin, le secteur de l'énergie demeure en difficulté et termine en baisse sur des craintes persistantes de déséquilibre entre l'offre et la demande alors que la situation sanitaire et économique mondiale reste incertaine.

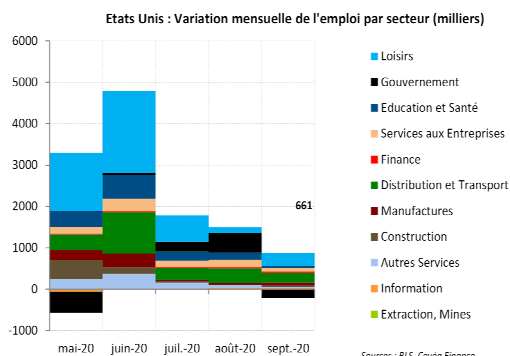
En Asie, les marchés sont impactés par l'actualité américaine et, de façon plus spécifique, par une panne du système informatique à la Bourse japonaise. Ainsi, sur la semaine, les marchés ont évolué de façon contrastée mais la surperformance de l'Asie du Nord se poursuit notamment celles de la Chine et de Taiwan qui s'explique non seulement par les chiffres macroéconomiques mais aussi par la fermeture des marchés les 2 derniers jours de la semaine évitant ainsi la baisse générale du vendredi, déclenchée par l'état de santé du Président Trump. Le processus de bipolarisation qui caractérise les relations sino-américaines a incité le gouvernement américain à promouvoir le développement d'une industrie domestique des terres rares favorisant l'approvisionnement des entreprises américaines, taiwanaises et coréennes du secteur des semi-conducteurs. On note aussi la poursuite du rapprochement de Taiwan et des Etats-Unis, après la construction d'une usine moderne de TSMC aux USA, et par la visite officielle d'un haut diplomate américain. Quant à l'Inde, les grandes sociétés de services informatiques bénéficient d'une demande croissante de digitalisation. A contrario, au Japon, l'incertitude sur l'évolution sanitaire et l'état de santé de M.Trump a déclenché une baisse générale du marché, et ce malgré la volonté marquée du gouvernement d'accélérer la digitalisation de l'économie.

Suivi Macroéconomique

États-Unis

« La dynamique des créations d'emploi s'affaiblit »

Le rapport d'emploi du Bureau des Statistiques du Travail (BLS) fait état d'un net ralentissement du rythme des créations de postes en septembre, une tendance qui était déjà suggérée par le maintien à un niveau élevé des nouvelles demandes d'allocation chômage depuis quelques semaines. Le marché du travail a créé 661 000 postes en septembre, après environ 1,5 millions en août. Ce fléchissement concerne particulièrement le commerce de détail, les services administratifs et d'entretien, l'éducation et le secteur public. Le taux de chômage a continué son reflux, en passant de 8,4% à 7,9% de la population active, mais cette baisse est largement imputable à un recul du taux de participation à la population active (61,4% après 61,7% en août), probablement signe d'un certain découragement des chercheurs d'emploi. Concernant les rémunérations, le salaire horaire moyen enregistre un gain minime de 0,1% sur le mois.



Dans l'industrie, l'indicateur d'enquête ISM manufacturier enregistre un léger fléchissement en septembre et s'établit à 55,4 après 56 en août. La composante nouvelles commandes baisse plus fortement passant de 67,6 à 60, un niveau qui reste largement favorable (le seuil de 50 sépare croissance et contraction). Concernant l'emploi, on note une amélioration, mais l'indice reste en territoire indiquant une poursuite de la contraction (49).

Du côté des ménages américains, le revenu disponible réel s'inscrit en net recul en août (-3,5% en glissement mensuel), imputable à la chute annoncée des indemnités chômage. Les allocations exceptionnelles de 600\$ par semaine ont expiré au 31 juillet et ont été seulement partiellement compensées (300\$) par un décret présidentiel le 9 août. Ainsi, les revenus liés aux indemnités chômage restent largement en croissance en rythme annuel mais enregistrent une chute de 52% en glissement mensuel. Les revenus salariaux sont restés bien orientés sur le mois avec une hausse séquentielle de 1,2%, qui permet à la contraction en rythme annuel de se limiter à -0,4%. La baisse du revenu sur le mois a un impact immédiat sur le taux d'épargne qui passe de 17,7% à 14,1% du revenu disponible, un niveau toujours très élevé. Dans ce contexte, la dynamique des dépenses de consommation a été moins soutenue, avec une hausse mensuelle de 0,7%, qui confirme l'essoufflement de l'effet de rattrapage des dépenses. Par ailleurs, l'indicateur de confiance du consommateur du *Conference Board* enregistre une progression en septembre, mais reste toujours très en deçà des niveaux de début d'année.

Les discussions entre le Secrétaire au Trésor Steven Mnuchin et Nancy Pelosi pour trouver un terrain d'entente entre la proposition de soutien budgétaire Républicaine de 1600 Mds\$ et celle Démocrate de 2200 Mds\$, n'ont pas abouti, conduisant les Démocrates à adopter leur version du plan budgétaire à la Chambre des Représentants, sans aucun vote favorable de la part des Républicains. Le texte n'a aucune chance d'être adopté au Sénat dominé par les Républicains. Jour après jour, la probabilité d'adoption d'un nouveau plan de soutien budgétaire avant les élections s'affaiblit.

Elections 2020

Premier débat de la campagne présidentielle

Le premier débat présidentiel entre Donald Trump et Joe Biden a été dominé par les invectives et les interruptions, au détriment d'une réelle discussion des mesures politiques. Au-delà des attaques personnelles, les échanges ont porté sur la gestion de la crise du covid-19, la Cour Suprême, les impôts payés par Donald Trump et l'intégrité des élections. A ce sujet, **le Président Trump a une nouvelle fois refusé de s'engager à reconnaître les résultats, mettant en avant les fraudes qui seraient rendues possibles par le vote par correspondance.** Il a ajouté que la publication des résultats définitifs pourrait prendre des mois. M. Biden s'est lui engagé à accepter les résultats une fois le décompte effectué. Concernant les impôts, M. Trump a démenti les informations du New York Times selon lesquelles il n'aurait payé que 750\$ d'impôt en 2016 et 2017. M. Biden a quant à lui réaffirmé sa volonté de revenir sur les baisses d'impôts de la réforme fiscale de 2017 accordées aux entreprises et aux contribuables à hauts revenus. Au final, ce débat n'a pas apporté de nouveautés en termes de mesures politiques. Selon les premiers sondages publiés, M. Biden serait sorti vainqueur de ce premier débat. Il faut alors se rappeler que Mme Clinton il y a 4 ans avait été considérée vainqueur au sortir des 3 débats de l'élection de 2016, avec les résultats que l'on connaît.

M. Biden a actuellement une avance d'environ 7% dans les intentions de vote au niveau national (relativement stable depuis quelques mois), mais cette avance se limite à environ 3% en moyenne dans les Etats-clés qui décideront du vainqueur de l'élection (Arizona, Floride, Michigan, Pennsylvanie, Caroline du Nord, Wisconsin). Le prochain débat de la campagne opposera les candidats à la Vice-Présidence, Mike Pence (R) et Kamala Harris (D), le 7 octobre.

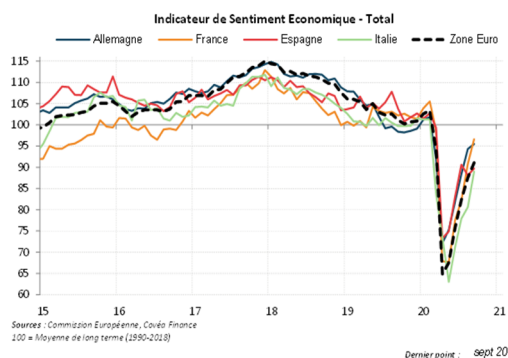
Donald Trump testé positif au Covid-19

M. Trump a été testé positif au Covid-19 en fin de semaine et est rentré en période de quarantaine. La Maison Blanche a précisé que le Président se porte bien, et continuera à exercer ses responsabilités, mais les événements de sa campagne qui étaient prévus ont été annulés.

Suivi Macroéconomique

Europe

« Les restrictions sanitaires se renforcent en Zone euro »



L'indice de sentiment économique la Commission européenne se redresse toujours en Zone euro à 91,1 pts (+3,6 pts sur un mois) mais à un rythme moins marqué que lors des derniers mois. S'il reste loin de sa moyenne de long terme (100), l'indice a ainsi récupéré près de 70% des pertes enregistrées en mars et avril. Ce redressement a été alimenté par une nouvelle baisse du pessimisme dans l'industrie, le commerce de détail, la construction et, en particulier, les services. L'indicateur sur les perspectives d'emploi poursuit son redressement à 91,8 (+2,3 pts). Au niveau des pays, l'indice se redresse dans toutes les grandes économies : en Italie (+8,4), en France (+5,8), en Allemagne (+1,2) et en Espagne (+1,6). Cet indicateur apporte une vision plus optimiste de l'activité sur le mois de septembre que celle proposée par les PMI qui rapportent un essoufflement bien plus marqué de l'activité avec une stagnation économique

sur le mois. Si les deux enquêtes s'accordent sur le dynamisme du secteur manufacturier, les PMI rapportent un recul de l'activité de service alors que l'indice de sentiment économique voit une poursuite du redressement dans ce secteur.

L'inflation reste négative en septembre. D'après les estimations préliminaires d'Eurostat, l'inflation annuelle s'établit à -0,3% en septembre 2020 (contre -0,2% en août) en Zone euro. L'inflation sous-jacente a décéléré à 0,2% (0,4% en août). Le recul des prix de l'énergie reste le principal élément contribuant à une inflation négative. La baisse des prix des biens non-énergétiques et le ralentissement des prix des services ont également tiré l'inflation à la baisse. Les prix des produits alimentaires s'inscrivent encore en hausse. Par ailleurs, la baisse temporaire de la TVA en Allemagne ainsi que l'appréciation de l'euro contre l'USD entraînent aussi des pressions déflationnistes. Au niveau des pays, les prix stagnent en France mais baissent en Allemagne (-0,4%), en Espagne (-0,6%) et en Italie (-0,9%).

Le taux de chômage poursuit son augmentation pour atteindre 8,1% en août 2020 (contre 7,4% en janvier). Bien que le taux de chômage ait effectivement augmenté depuis le début l'année, l'ampleur de cette hausse apparaît limitée eu égard à l'importance de la baisse de l'activité. Cette résistance s'explique par (1) un effet trompe l'œil lié à la baisse de la population active et (2) les dispositifs de chômage partiel mis en place dans l'ensemble des pays. Ces dispositifs ont été étendus dans l'ensemble des pays et devraient continuer de soutenir l'emploi à court terme. Néanmoins les modalités de ces aides ont été durcies dans certains pays, en Italie et en France notamment. Par ailleurs, la montée attendue des défaillances d'entreprises devrait également porter atteinte au marché de l'emploi. Par pays, le taux de chômage recule en Italie à 9,7% (-0,1pt), reste stable en Allemagne à 4,4% et progresse en France (7,5%, +0,4pt) et en Espagne (16,2%, +0,3pt).

Les tensions s'intensifient entre les pays de l'UE sur la conditionnalité des versements du fonds de relance européen en lien avec le respect de l'Etat de droit. La Pologne et la Hongrie, dont le non-respect de l'Etat de droit a déjà fait l'objet de signalements européens (article 7), s'opposent à cette conditionnalité alors qu'elle est jugée indispensable pour d'autres pays dont les « frugaux » (Autriche, Danemark, Suède et Pays-Bas). De part et d'autres, le texte proposé pour définir cette conditionnalité est jugé trop vague et sujet à interprétations. Les principales menaces de blocage émanant de ces pays concernent la validation de la décision de ressource propre (autorisant notamment la commission à emprunter sur les marchés financiers) qui doit être approuvée par tous les Etats membres. Ces tensions pourraient retarder le processus de validation et impliquer que les fonds ne soient pas disponibles dès début 2021.

En France, le ministère de l'économie a présenté le Projet de Loi de Finance (PLF) pour 2021. Ce budget a repris les éléments du plan de relance annoncé début septembre dont 42 Mds€ seront dépensés avant la fin de l'année 2021 (dont 15 Mds€ dès fin 2020). A cette occasion, Bercy a actualisé ses projections sur les finances publiques : après 10,2% du PIB en 2020, le déficit devrait se réduire à 6,7% en 2021 grâce à une hausse des recettes fiscales (+24,2 Mds€) qui bénéficierait d'un rebond du PIB en 2021 (+8% après -10% en 2020). La dette publique devrait atteindre 116,2% du PIB en 2021 contre 117,5% en 2020.

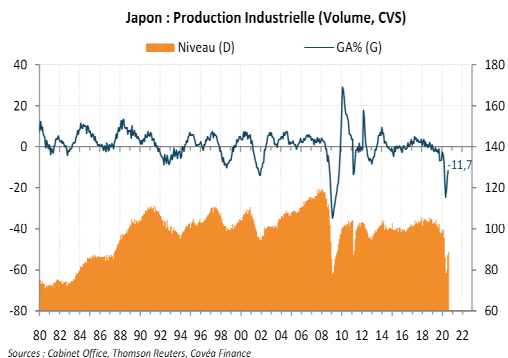
En Espagne, l'extension des mesures de restrictions à Madrid ravive les tensions politiques. Le gouvernement espagnol a annoncé le 30 septembre l'extension des mesures de restrictions, déjà présentes dans certains quartiers madrilènes, à l'ensemble de la capitale espagnole et à certaines communes de sa périphérie où l'épidémie a le plus progressé. Le gouvernement a déclaré avoir obtenu le soutien d'une majorité des régions du pays (70%) pour déclencher un contrôle plus strict dans tous les centres urbains où les taux d'infection et d'occupation des lits de soins intensifs sont les plus élevés. Toutefois, les autorités régionales madrilènes contestent la légalité à ces mesures qui auraient, selon elles, nécessité un consensus parmi toutes les régions. Cette opposition illustre la rivalité sur la gestion de la crise entre la coalition gouvernementale de gauche et l'autorité régionale madrilène de centre droit, qui a été suivie par quatre autres régions de centre droit et les indépendantistes de Catalogne dans leur opposition aux mesures gouvernementales.

Au Royaume-Uni, aucune avancée n'a été enregistrée dans les négociations du Brexit et ce alors que la date limite approche à grands pas (le 15 octobre pour le gouvernement britannique, la fin du mois pour l'Union Européenne). Les discussions continuent de bloquer autour des mêmes questions, à savoir les zones de pêche, la mise en place d'un « cadre concurrentiel équitable » et la gouvernance de l'accord concernant la frontière nord-irlandaise.

Suivi Macroéconomique

Asie et reste du monde

« L'indice Tankan japonais reste à des niveaux reflétant un pessimisme généralisé »



L'indice de climat des affaires des directeurs d'achats du secteur manufacturier **au Japon** atteint à 47,7 points en septembre son niveau le plus élevé depuis le mois de février, bien qu'il indique toujours une contraction de l'activité. Malgré une amélioration au niveau de la sous-composante production, **les annulations de projet et la demande toujours très faible continue d'orienter l'indice à la baisse**. L'emploi est resté relativement stable dans l'ensemble du secteur manufacturier malgré des capacités de production toujours excédentaires. Certaines entreprises évoquent néanmoins le non-remplacement des salariés partis à la retraite. L'enquête trimestrielle Tankan de la Banque du Japon rapporte quant à elle une amélioration de la confiance pour le secteur manufacturier pour la première fois en trois ans, après les fortes dégradations induites par l'épidémie. Là aussi, malgré cette amélioration, **l'indice reste à des niveaux très faibles et reflète toujours**

un pessimisme généralisé à l'ensemble de l'économie. La pandémie a notamment étouffé le secteur du tourisme, qui avait soutenu l'activité économique japonaise ces dernières années. Des inquiétudes subsistent également quant à une deuxième vague d'infections par COVID-19.

La production industrielle japonaise a augmenté de 1,7 % sur le mois d'août. L'activité a profité du dynamisme des secteurs de l'automobile et composants automobiles, ainsi que des secteurs de la sidérurgie, de l'acier et des métaux non ferreux. L'industrie reste toutefois loin de ses niveaux d'avant crise puisqu'en glissement annuel, la production reste en recul de 11,7 %. Côté consommation, les ventes au détail enregistrent une contraction de 1,9% en glissement annuel sur le mois d'août après une baisse de 2,8% en juillet.

En Chine, l'indice de confiance des directeurs d'achat (PMI) est resté globalement stable à 53 points en septembre et indique une progression de l'activité économique à un rythme qui s'est stabilisé. Cette expansion s'est généralisée à chacune des sous-composantes de l'indice : nouvelles commandes, production, emploi, délais de livraison et stocks. Particulièrement dynamiques, les nouvelles commandes bénéficient surtout du dynamisme des exportations. L'évolution de l'emploi n'est désormais plus négative pour la première fois en huit mois. L'enquête révèle néanmoins une pression maintenue sur les marges des entreprises dont les coûts sont tirés à la hausse alors que l'évolution des prix facturés stagne.

Tableaux synthétiques

INDICATEURS MACRO		mai-20	juin-20	juil.-20	août-20	sept.-20	oct.-20		
Etats-Unis	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-15,9	-10,7	-7,4	-7,7				
	Dépenses personnelles de consommation (volume, CVS, GA%)	-9,6	-4,6	-3,7	-3,2				
	Créations / Destructures nettes d'emplois (nonfarm payrolls, milliers)	2725	4781	1761	1489	661			
	Exportations (volume, CVS, GA%)	-28,2	-17,5	-9,5					
	Salaires horaires nominaux (valeur, CVS, GA%)	6,6	4,9	4,6	4,6	4,7			
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,1	0,7	1,0	1,3				
Europe	Zone euro	Crédits aux entreprises (Valeur, NCVS, M ds €)	4729,0	4727,1	4745,6	4747,4			
		Taux de chômage (%de la population active)	7,6	7,8	8,0	8,1			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,1	0,3	0,4	-0,2	-0,3		
	Allemagne	IFO - Perspectives de Production à 6 mois (indice)	81,5	93,4	99,1	99,9	101,6		
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	8,0	3,9	4,2	7,2			
		Commandes à l'industrie (volume, CVS, GA%)	-29,3	-10,2	-7,1				
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-25,5	-14,6	-10,8				
	France	Banque de France - Climat des affaires (Indice)	84,0	89,2	99,0	105,6			
		Climat dans le secteur de la construction (Indice)	-19,9	-11,4	-14,0	-13,4	-13,5		
		Dépenses de consommation - Total (volume, CVS, GA%)	-8,0	1,6	0,3	2,4			
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-23,2	-11,3	-8,3				
	Italie	Exportations (valeur, CVS, GA%)	-37,1	-22,5	-16,0				
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-20,6	-13,8	-7,6				
		PMI Manufacturier (Indice)	45,4	47,5	51,9	53,1	53,2		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-25,5	-14,8	-7,6				
	Espagne	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-24,7	-14,3	-6,4				
		PMI Manufacturier (Indice)	38,3	49,0	53,5	49,9	50,8		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-31,0	-13,9	-7,7				
	Royaume-Uni	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-20,1	-12,5	-7,8				
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	-13,0	-1,6	1,4	2,8			
		Inflation (prix à la consommation, GA%)	0,5	0,6	1,0	0,2			
	Asie	Japon	Dépenses de consommation (volume, CVS, GA%)	-13,9	-2,0	-7,7			
			Exportations (valeur, CVS, GA%)	-25,1	-26,0	-20,5	-12,1		
			Salaires nominaux (volume, CVS, GA%)	-2,3	-1,9	-1,5			
Chine		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,0	0,1	0,3	0,2			
		Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	4,4	4,8	4,8	5,6			
		Ventes immobilières résidentielles (volume, GA% moyen depuis le début de l'année)	-11,8	-7,7	-5,0	-2,5			
Importations (valeur, NCVS, GA%)	-16,6	2,7	-1,4	-2,1					
Autres émergents	Brésil	Production industrielle (volume, CVS, GA%)	-20,0	-11,6	-2,9	-1,0			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,9	2,1	2,3	2,4			
	Russie	Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	-9,6	-9,4	-8,0	-7,2			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	3,0	3,2	3,4	3,6			

25/06/2020 : date de nos dernières Perspectives Économiques et Financières

CVS : données corrigées des variations saisonnières, NCVS : données non corrigées des variations saisonnières

Sources : Thomson Reuters, Covéa Finance

Tableaux synthétiques

INDICATEURS DE MARCHES			31/12/19	25/06/20	02/10/20	Variation depuis le 31/12/19 (% ou pbs)*	Variation depuis le 25/06/20 (% ou pbs)*
Marchés obligataires	Taux directeurs (%)	Fed	1,75	0,25	0,25	-1,50	0,00
		BCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		BOE	0,75	0,10	0,10	-0,65	0,00
		BOJ	-0,10	-0,10	-0,10	0,00	0,00
		Banque de Corée	1,25	0,50	0,50	-0,75	0,00
		Brésil	4,50	2,25	2,00	-2,50	-0,25
		Russie	6,25	4,50	4,25	-2,00	-0,25
		Inde	5,15	4,00	4,00	-1,15	0,00
		Chine	4,35	4,35	4,35	0,00	0,00
	Taux souverains 10 ans (%)	Etats-Unis	1,92	0,69	0,70	-1,22	0,01
		France OAT	0,12	-0,12	-0,26	-0,38	-0,14
		Allemagne	-0,19	-0,47	-0,54	-0,35	-0,07
		Italie	1,41	1,31	0,78	-0,63	-0,52
		Royaume-Uni	0,82	0,15	0,25	-0,58	0,09
		Japon	-0,01	0,02	0,02	0,03	0,01
		Corée du Sud	1,63	1,34	1,43	-0,20	0,09
		Brésil	3,71	4,90	3,81	0,10	-1,09
	Russie	6,28	5,72	6,24	-0,04	0,52	
Indice crédit	Indice IBOXX Eur Corporate	237,7	235,0	239,9	0,92	2,09	
Marchés des changes	Contre euro (1 € = ...devises)	Dollar	1,12	1,12	1,17	4,5	4,4
		Sterling	0,85	0,90	0,91	7,0	0,3
		Yen	121,8	120,3	123,4	1,3	2,6
	Contre dollar (1\$ = ... devises)	Won	1167	1205	1170	0,2	-2,9
		Real brésilien	4,0	5,4	5,7	41,1	6,0
		Rouble	62,1	69,0	78,2	25,9	13,3
		Roupie indienne	71,4	75,7	73,1	2,5	-3,3
		Yuan	7,0	7,1	6,8	-2,5	-4,1
Marchés actions	Devises locales	Etats-Unis - S&P	3231	3084	3348	3,6	8,6
		Japon - Nikkei 300	352	323	333	-5,4	3,1
		France - CAC 40	5978	4919	4825	-19,3	-1,9
		Allemagne - DAX	5971	5302	5492	-8,0	3,6
		Zone euro - MSCI EMU	132	114	114	-13,4	0,5
		Royaume-Uni - FTSE 100	7542	6147	5902	-21,7	-4,0
		Corée du Sud - KOSPI	2175	2112	2328	7,0	10,2
		Brésil - Bovespa	118573	95983	94016	-20,7	-2,0
		Russie - MICEX	3076	2761	2852	-7,3	3,3
		Inde - SENSEX	41254	34842	38697	-6,2	11,1
		Chine - Shangāi	3050	2980	3218	5,5	8,0
		Hong Kong - Hang Seng	28190	24782	23459	-16,8	-5,3
	MSCI - BRIC	1129	1039	1121	-0,7	7,9	
	Euro	S&P (€)				-0,8	4,0
		Nikkei 300 (€)				-6,6	0,5
FTSE 100 (€)					-26,9	-4,2	
Matières premières	Agricoles	Mais (centimes de dollar par boisseau)	388	317	380	-2,1	19,7
		Indice CRB**	402	362	404	0,5	11,5
	Énergétiques	Pétrole (Brent, \$ par baril)	66	41	39	-40,5	-4,3
		Métaux précieux	Prix de l'once d'Or	1523	1762	1900	24,8
	Prix de la tonne de cuivre		6174	5893	6553	6,1	11,2

*Variations en points de base (pbs) pour les taux souverains et les taux directeurs

**CRB : Indice des prix de 22 matières premières industrielles (59,%) et alimentaires (40,9%). Cet indice n'inclut pas les prix de l'énergie.

25/06/2020 : date de nos dernières Perspectives Économiques et Financières

Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document. Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.